



Industrie Canada Industry Canada

BULLETIN TRIMESTRIEL SUR LA

PETITE

Vol. 9, n° 1, mai 2007

entreprise

www.strategis.gc.ca/trimestrielPME

GRANDES

tendances

Entre le quatrième trimestre de 2005 et le trimestre correspondant de 2006, les petites entreprises (moins de 100 employés) ont été à la source de plus de 120 000 emplois, soit 37,8 % des nouveaux emplois nets créés dans l'économie canadienne. Il s'agit d'une hausse par rapport au taux de 32,7 % enregistré au trimestre précédent.

Pendant le quatrième trimestre de 2006, on a recensé 1 955 cas d'insolvabilité d'entreprises, soit une baisse de 9 % par rapport au trimestre correspondant de 2005. Le nombre de faillites commerciales a reculé de 6 %, ce qui représente la 17^e baisse trimestrielle consécutive sur 12 mois. Le nombre de propositions déposées par les entreprises a diminué de 22 % pour atteindre le niveau trimestriel le plus bas depuis 1997.

Au cours du quatrième trimestre de 2006, on comptait au pays 2,53 millions de travailleurs indépendants, ce qui correspond à une diminution de 2,3 % par rapport au trimestre correspondant de 2005. Il s'agit de la troisième baisse consécutive sur 12 mois après quatre années de croissance.

Les prêts en cours consentis aux entreprises¹ par les banques à charte ont continué d'augmenter pendant le quatrième trimestre de 2006 pour atteindre 109,1 milliards de dollars. Il s'agit d'une hausse de 8,8 % par rapport au trimestre correspondant de 2005. Les prêts d'une valeur inférieure à 1 million de dollars constituaient 50,2 % des prêts accordés aux entreprises.

¹ Ce chiffre n'inclut pas les hypothèques non résidentielles, les prêts agricoles ou les engagements des clients au titre d'acceptations.



FINANCEMENT DES PME EXPORTATRICES :

des obstacles réels

Au Canada, 97 % des entreprises qui vendent des biens et des services à l'étranger sont des petites et moyennes entreprises (PME), et les PME exportatrices contribuent à la création d'emplois dans une proportion nettement supérieure à la part qu'elles occupent au sein l'économie¹. Toutefois, la viabilité des petites entreprises exportatrices semble précaire – la probabilité qu'un établissement canadien ne reste pas sur un marché étranger plus de 12 mois est de 42 %². Compte tenu des liens étroits entre la croissance de l'exportation et la vigueur de l'économie canadienne, il est important de comprendre les obstacles qui peuvent limiter la capacité des PME à exporter à long terme.

L'accès aux capitaux de financement est un obstacle possible. Le financement est essentiel à la croissance et à la survie des entreprises. Si les entreprises exportatrices ont de la difficulté à obtenir du financement par emprunt, leur capacité à développer des marchés et à soutenir la concurrence sur la scène internationale peut être compromise. À partir des résultats de l'*Enquête sur le financement des petites et moyennes entreprises* menée en 2004, une étude intitulée *Financing Canadian SME Exporters* a été réalisée pour déterminer dans quelle mesure les PME exportatrices canadiennes³ ont plus de difficulté que les non-exportateurs à obtenir du financement par emprunt auprès de prêteurs commerciaux. L'étude mettait l'accent sur deux grandes questions :

(suite à la page 2)

SOMMAIRE

<i>Insolvabilité des entreprises</i>	3
<i>Financement</i>	4
<i>Création d'emplois</i>	4
<i>Travail indépendant</i>	6
<i>Faits nouveaux</i>	8



(suite de la page 1)

1. Dans quelle mesure les lacunes et les imperfections du marché en général limitent-elles l'accès au capital des PME exportatrices canadiennes?
2. Quelle est la nature de ces lacunes et imperfections, et quelles sont les meilleures mesures à prendre pour y remédier?

Selon les résultats de l'étude, les prêteurs commerciaux rejettent les demandes de prêts d'exploitation présentées par les jeunes PME exportatrices (en activité depuis 2002 ou après) quatre fois plus souvent que celles des entreprises bien établies (déjà en activité avant 2002). Les jeunes PME sont par ailleurs plus susceptibles de se voir refuser des prêts à terme que les entreprises bien établies.

Le rythme rapide des progrès technologiques et de la mondialisation a permis aux entreprises de mettre à profit davantage de possibilités sur les marchés internationaux, si bien que de nombreuses PME peuvent exporter dès le début. Ces nouvelles entreprises internationales sont importantes, car elles ne répondent pas à la théorie de l'internationalisation axée sur les étapes de développement. Selon cette théorie généralement acceptée, les entreprises commenceraient à exporter après avoir amorcé leurs activités à l'échelle locale, pris de l'expansion à l'échelle régionale et nationale et, uniquement à ce moment, bénéficié des économies d'échelle nécessaires pour se lancer dans le commerce international.

Les jeunes PME sont moins nombreuses à exporter; toutefois, parmi les PME exportatrices, celles en démarrage sont tout aussi susceptibles que les entreprises bien établies de réaliser au moins 25 % de leurs ventes sur les marchés d'exportation. Si, comme nous l'avons

signalé, les entreprises exportatrices en démarrage ont moins de chances d'obtenir du financement par emprunt, les nouvelles entreprises internationales auront de plus en plus de difficulté à prospérer sur le marché canadien relativement modeste. Par conséquent, les contraintes qui limitent la capacité de ces entreprises à croître en développant des marchés d'exportation pourraient compromettre leur capacité de contribuer à la création d'emplois et à la prospérité nationale.

Cette étude a permis de mieux comprendre le financement des PME, exportatrices ou non, mais certains aspects demeurent nébuleux. En outre, des recherches approfondies s'imposent concernant l'incidence du financement par emprunt sur les décisions des propriétaires d'entreprise concernant l'exportation – par exemple, la mesure dans laquelle le rejet des demandes d'emprunt les empêche d'exporter. Des recherches pourraient aussi porter sur les nouvelles entreprises internationales et les types de financement dont elles ont besoin pour croître et survivre dans l'économie mondiale.

Pour en apprendre davantage sur le sujet ou obtenir des exemplaires du rapport, veuillez en faire la demande par courriel à prfpme@ic.gc.ca.

¹ David Halabisky, Bryon Lee et Chris Parsley, *Profil des petites entreprises exportatrices canadiennes*, Industrie Canada, Direction générale de la politique de la petite entreprise, 2005.

² Jean Bosco Sabuhoro et Yvan Gervais, « Déterminants de la réussite ou de l'échec des établissements canadiens sur les marchés étrangers, selon une analyse de survie », Statistique Canada, Direction des études analytiques, document de recherche n° 220, 2004.

³ Pour les besoins de l'étude intitulée *Financing Canadian SME Exporters*, on entend par « PME exportatrices » les entreprises ayant moins de 500 employés et des revenus annuels inférieurs à 50 millions de dollars qui ont vendu des biens ou des services à l'extérieur du Canada en 2004.



INSOLVABILITÉ *des entreprises*

Au cours du quatrième trimestre de 2006, on a recensé 1 955 cas d'insolvabilité d'entreprises (voir le tableau 1), c'est-à-dire les faillites¹ et les propositions² réunies, soit une augmentation de 13 % par rapport au trimestre précédent. Les faillites ont augmenté de 16 % pour se chiffrer à 1 637, tandis que les propositions ont reculé de 1 % pour s'établir à 318. Malgré la hausse du nombre de cas d'insolvabilité pendant le quatrième trimestre, la tendance globale était à la baisse. Le nombre de cas d'insolvabilité au quatrième trimestre était le deuxième plus faible entre 1993 et 2006. Par comparaison avec le trimestre correspondant de 2005, le nombre de faillites a reculé de 6 % et celui de propositions, de 22 %, si bien que le nombre de cas d'insolvabilité des entreprises a diminué de 9 %. Il s'agit là de la 12^e baisse trimestrielle consécutive sur 12 mois.

On observe la même tendance pour les données annuelles consolidées sur les cas d'insolvabilité des entreprises en 2006, dont le total annuel de 8 171 est le plus faible pour la période allant de 1993 à 2006. Le nombre de cas d'insolvabilité au Canada est en baisse depuis le sommet de 14 820 atteint en 1996, tant pour les faillites que pour les propositions commerciales. Le nombre de faillites en 2006 – 6 747 – représentait environ la moitié du niveau de 1996. Les propositions commerciales déposées en 2006 se chiffraient à 1 424, soit un nombre de 13 % inférieur à celui de 2005 et le nombre annuel le plus bas depuis 1997.

Passif

Alors que le nombre de cas d'insolvabilité ne cesse de baisser, le passif connexe, particulièrement le passif moyen, varie au fil du

temps. Le passif total lié aux cas d'insolvabilité a diminué de 31 % au cours du quatrième trimestre de 2006 par rapport au trimestre correspondant de 2005, ce qui l'a ramené à l'un des niveaux les plus faibles enregistrés pendant la période de 13 ans à l'étude. Comparativement au trimestre correspondant de 2005, la valeur du passif associé aux faillites a diminué de 15 % pour atteindre 782 millions de dollars et celui lié aux propositions a chuté de 53 % pour se chiffrer à 321 millions.

En revanche, la valeur du passif total annuel lié à l'ensemble des cas d'insolvabilité en 2006 a augmenté de 12 % pour s'établir à 5,6 milliards de dollars, soit un passif moyen de 680 000 \$. Cette valeur demeure bien inférieure au montant record de 10,1 milliards de dollars enregistré en 2002. La hausse du passif lié aux cas d'insolvabilité est principalement attribuable à l'augmentation de 30 % du passif lié aux faillites, qui a atteint près de 3,9 milliards de dollars, portant ainsi à 578 000 \$ le passif moyen par faillite. Le passif associé aux propositions a totalisé 1,7 milliard de dollars, ce qui représente une baisse de 16 % en un an. Cependant, le passif moyen par proposition commerciale s'est chiffré à près de 1,2 million, soit environ le double de la moyenne par faillite.

Pour obtenir de plus amples renseignements sur les cas d'insolvabilité d'entreprises, consultez le site Web du Bureau du surintendant des faillites du Canada à www.osb-bsf.gc.ca.

¹ La faillite commerciale entraîne la liquidation des actifs de l'entreprise et la fin de son exploitation.

² Les propositions commerciales portent sur le règlement des dettes entre le débiteur et ses créanciers. En pareil cas, l'entreprise demeure en exploitation.

Tableau 1 : Nombre total de cas d'insolvabilité, de faillites et de propositions et passif connexe

	Cas d'insolvabilité		Faillites		Propositions	
	Nombre	Passif (milliers de dollars)	Nombre	Passif (milliers de dollars)	Nombre	Passif (milliers de dollars)
T4 2005	2 145	1 604 902	1 735	924 947	410	679 955
T1 2006	2 311	1 499 008	1 892	878 821	419	620 186
T2 2006	2 167	1 871 368	1 802	1 489 546	365	381 823
T3 2006	1 738	1 078 563	1 416	747 026	322	331 537
T4 2006	1 955	1 103 288	1 637	781 801	318	321 487
Données annuelles consolidées						
2005	9 180	4 959 658	7 537	3 001 101	1 643	1 958 557
2006	8 171	5 552 227	6 747	3 897 194	1 424	1 655 033

Source : Bureau du surintendant des faillites du Canada (www.osb-bsf.gc.ca).

FINANCEMENT

Nouveau produit sur le transfert de la propriété des entreprises lancé par la BDC

Au moment où les propriétaires d'entreprises de la génération du baby-boom approchent de l'âge de la retraite, la planification de la relève et le transfert d'entreprises d'une génération à l'autre sont devenus des enjeux importants. En 2004, environ 7 propriétaires de PME sur 10 faisaient partie de la génération du baby-boom, c'est-à-dire les personnes nées entre 1946 et 1966¹. Les plus âgés (ceux nés entre 1946 et 1956) formaient plus du tiers des propriétaires de PME. La planification de la relève est importante pour les entrepreneurs, car la valeur de l'entreprise constitue la plus grande partie de l'épargne-retraite du propriétaire.

Les estimations varient en ce qui a trait à l'ampleur de la situation. Selon un sondage mené par la Banque de développement du Canada (BDC) et la Fédération canadienne de l'entreprise indépendante (FCEI) auprès des membres de la FCEI, 71 % des propriétaires de PME canadiennes prévoient prendre leur retraite au cours des 10 prochaines années et 52 % d'entre eux n'ont aucun plan de relève. D'après la BDC, le financement constitue un obstacle majeur à la planification de la relève. Bien que les entreprises bien établies aient généralement peu de difficulté à avoir accès au financement, le transfert de propriété peut renverser cette tendance. La performance antérieure d'une entreprise n'indique peut-être pas le risque

inhérent au changement de propriétaire. En remplaçant les capitaux propres de l'ancien propriétaire par la dette du nouveau, on modifie radicalement la situation financière de l'entreprise.

Les propriétaires d'entreprise affirment par ailleurs être aux prises avec les problèmes juridiques et fiscaux associés au transfert de propriété. Les personnes-ressources – par exemple, les conseillers juridiques et les comptables – peuvent aider à élaborer un plan de relève adéquat, afin que l'entrepreneur qui part à la retraite puisse tirer le maximum de son investissement tout en protégeant l'entreprise pour l'avenir.

Afin d'éviter la disparition d'entreprises viables en raison d'un manque de financement, la BDC a mis au point un nouvel outil pour la planification du transfert de propriété, qui offre un financement pouvant atteindre 500 000 \$ par acheteur éventuel. Grâce à ce produit, les acheteurs individuels auront accès à un financement et à des services de consultation de la BDC pour faciliter la transaction. Les clients actuels de la BDC peuvent se prévaloir des services de consultation pour les aider à élaborer un plan de relève et un calendrier pour la transition.

Pour obtenir de plus amples renseignements, consultez le site Web de la BDC à www.bdc.ca/ft/my_project/Projects/growth/succession_planning.htm.

¹ Statistique Canada, *Enquête sur le financement des petites et moyennes entreprises*, 2004, totalisations spéciales.

CRÉATION *d'emplois*

Selon les données de l'*Enquête sur l'emploi, la rémunération et les heures* de Statistique Canada, le nombre d'emplois rémunérés a augmenté de 320 298 au quatrième trimestre de 2006 par rapport au trimestre correspondant de 2005, pour atteindre 13 751 892 (voir le tableau 2). Ce chiffre représente une croissance annuelle de 2,3 %, soit un léger ralentissement comparativement au taux de croissance sur 12 mois des trois premiers trimestres de 2006. Bien que les grandes entreprises soient à l'origine de la plupart des nouveaux emplois – près de 160 000 –, les petites entreprises en ont créé plus de 120 000, soit 37,8 % des nouveaux

emplois. Il s'agit, pour les petites entreprises, de la deuxième contribution en importance en 2006 et depuis le premier trimestre de 2004. Pour leur part, les micro-entreprises (moins de cinq employés) ont créé 37 000 emplois, soit 11,6 % des nouveaux emplois, ce qui représente la contribution la plus importante pour cette catégorie d'entreprises depuis le premier trimestre de 2005.

Quarante-quatre pour cent des emplois créés entre le quatrième trimestre de 2005 et le trimestre correspondant de 2006 sont attribuables à trois secteurs,

(suite à la page 5)

(suite de la page 4)

soit le commerce de détail (58 709 emplois), l'hébergement et les services de restauration (44 472 emplois) et la construction (37 082 emplois). C'est toutefois l'industrie de l'exploitation minière, pétrolière et gazière qui a affiché pendant cette période le taux annuel de croissance le plus élevé, soit 11,0 % (18 555 emplois). Chez les petites entreprises, le secteur de la construction a créé le plus d'emplois (30 166 emplois), suivi de celui de l'hébergement et des services de restauration (18 731 emplois) ainsi que de celui des soins de santé et de

l'assistance sociale (17 835 emplois). L'emploi a reculé dans trois secteurs au cours de l'année : la fabrication (28 065 emplois), l'exploitation forestière (5 327 emplois) et la gestion de sociétés et d'entreprises (1 865 emplois). Les petites entreprises les plus touchées sont celles des secteurs de l'exploitation forestière et de la gestion de sociétés et d'entreprises, tandis que les pertes d'emploi dans le secteur de la fabrication étaient concentrées dans les grandes entreprises.

Tableau 2 : Variation nette sur 12 mois¹ de l'emploi rémunéré² selon le secteur industriel, quatrième trimestre de 2006

Trimestre	Variation		% de la contribution à la variation nette totale (nombre d'employés)								
	%	Emplois	0-4	5-19	20-49	50-99	0-99	100-299	300-499	100-499	500+
T4 2005	1,9	258 247	1,2	8,2	8,2	10,0	27,5	12,1	2,3	14,4	58,0
T1 2006	2,7	351 389	5,2	10,7	11,7	9,6	37,1	14,4	0,7	15,1	47,8
T2 2006	2,8	379 019	6,2	11,2	11,4	9,9	38,7	10,3	2,8	13,0	48,2
T3 2006	2,5	332 268	4,9	8,1	10,0	9,7	32,7	8,6	4,0	12,5	54,8
T4 2006	2,3	320 298	11,6	1,0	13,0	12,2	37,8	7,2	5,3	12,6	49,6
Secteur industriel			Variation absolue (emplois)								
Exploitation forestière	-8,5	-5 327	-615	-700	-1 166	-595	-3 076	-1 158	81	-1 077	-1 173
Exploitation minière, pétrolière et gazière	11,0	18 555	390	1 326	2 166	241	4 123	-290	2 787	2 497	11 935
Services publics	0,5	585	107	221	-126	190	392	-765	1 183	418	-226
Construction	5,1	37 082	26 447	-8 078	5 659	6 138	30 166	1 655	3 352	5 007	1 910
Fabrication	-1,5	-28 065	-2 904	1 037	-2 999	-4 316	-9 182	-3 171	511	-2 660	-16 223
Commerce de gros	1,9	14 148	1 194	1 145	1 373	241	3 953	-1 542	6 548	5 006	5 189
Commerce de détail	3,4	58 709	1 446	-2 816	3 600	4 251	6 481	3 448	1 618	5 066	47 161
Transport et entreposage	1,8	11 259	425	839	1 154	839	3 257	-1 794	855	-939	8 942
Industrie de l'information et industrie culturelle	2,6	8 870	134	-104	-261	2 010	1 779	-733	179	-554	7 643
Finance et assurances	3,6	21 434	4 680	170	1 561	324	6 735	2 047	1 835	3 882	10 817
Services immobiliers, location et location à bail	2,5	5 949	1 206	396	2 080	1 617	5 299	1 073	789	1 862	-1 212
Services professionnels, scientifiques et techniques	4,4	29 792	5 319	1 886	1 590	4 425	13 220	6 130	-571	5 559	11 013
Gestion de sociétés et d'entreprises	-1,9	-1 865	-1 599	-684	-162	-191	-2 636	907	-136	771	-1
Services administratifs, soutien, gestion des déchets et services d'assainissement	4,4	30 105	4 628	2 074	2 853	1 015	10 570	1 078	5 274	6 352	13 182
Services d'enseignement	2,3	25 241	73	958	1 571	-111	2 491	-4 683	-3 990	-8 673	31 423
Soins de santé et assistance sociale	1,7	24 310	2 570	4 620	5 887	4 758	17 835	2 480	-5 109	-2 629	9 105
Arts, spectacles et loisirs	2,7	5 854	889	64	46	1 535	2 534	1 089	109	1 198	2 120
Hébergement et services de restauration	4,6	44 472	-10 398	2 251	14 641	12 237	18 731	14 470	2 937	17 407	8 335
Autres services (sauf les administrations publiques)	3,0	15 221	3 051	-1 453	2 725	2 427	6 750	2 734	-1 080	1 654	6 817
Administrations publiques	0,5	3 969	-7	34	-443	2 025	1 609	128	-40	88	2 272
Total pour le Canada	2,3	320 298	37 036	3 182	41 750	39 062	121 030	23 107	17 132	40 239	159 027

Source : Statistique Canada, *Enquête sur l'emploi, la rémunération et les heures*, mars 2007.

¹ La variation nette sur 12 mois de l'emploi rémunéré correspond à la différence entre le niveau d'emploi à un trimestre donné et celui enregistré au trimestre correspondant de l'année précédente.

² Les données de l'*Enquête sur l'emploi, la rémunération et les heures* excluent les travailleurs indépendants qui ne touchent pas de salaire et les employés des industries suivantes : agriculture, pêche et piégeage, services aux ménages privés, organismes religieux et services militaires de défense. Les données ventilant l'emploi selon la taille des entreprises ne comprennent pas non plus les entreprises non classifiées.



TRAVAIL *indépendant*

D'après l'*Enquête sur la population active* de Statistique Canada, le nombre de travailleurs indépendants au pays a augmenté au taux annualisé de 0,9 % entre 2000 et 2006 pour s'établir à 2,5 millions (voir le tableau 3). Le taux de croissance a été légèrement plus élevé entre 1990 et 2006 (1,2 %). Les augmentations enregistrées pendant cette période sont attribuables en grande partie à la progression du travail indépendant dans le secteur des services, où le nombre de personnes travaillant à leur compte s'est accru de 1,7 %, par rapport à seulement 0,1 % dans le secteur de la production de biens.

On observe depuis plusieurs dizaines d'années un transfert de l'emploi, du secteur de la production de biens à celui des services. Cette tendance est particulièrement marquée parmi les travailleurs indépendants : leur proportion dans le secteur de la production de biens, qui était de plus du tiers (36,1%) en 1990, s'est chiffrée à 27,5 % en 2006, notamment en raison d'une forte baisse de la proportion de travailleurs à leur compte en agriculture. De fait, en 2006, à peine 8,3 % des travailleurs indépendants exerçaient leurs activités en agriculture, c'est-à-dire la moitié du taux enregistré en 1990. Par suite du recul observé dans le secteur de la production de biens, la

proportion de travailleurs indépendants ayant trouvé des débouchés dans le secteur des services est passée de 63,9 % en 1990 à 72,5 % en 2006.

Les industries des services professionnels, scientifiques et techniques représentaient la plus grande concentration de travailleurs indépendants en 2006 (14,8 %). L'industrie de la construction (13,3 %) et celle du commerce (12,1 %) étaient également bien représentées dans le milieu du travail indépendant.

Entre 1990 et 2006, les hausses les plus fortes au titre du pourcentage de travailleurs indépendants ont été observées dans le secteur des services d'enseignement (3,4 %), celui de la gestion d'entreprises, des services administratifs et des autres services de soutien (3,3 %) ainsi que celui des services professionnels, scientifiques et techniques (3,1 %). La croissance globale du nombre de travailleurs indépendants fournissant des services professionnels, scientifiques et techniques a contribué le plus à l'augmentation nette du nombre de travailleurs indépendants entre 1990 et 2006 (30,9 %). Au cours de cette période, seulement deux secteurs ont accusé un recul du nombre de travailleurs indépendants (-1,5 % en agriculture et -0,4 % dans le commerce).

(suite à la page 7)



Tableau 3 : Répartition des travailleurs indépendants selon la catégorie de travailleurs et l'industrie au Canada, 1990, 2000 et 2006

							Variation en pourcentage annualisée				Répartition en pourcentage					
							Employés		Travailleurs indépendants		Employés		Travailleurs indépendants		Employés	
	1990	2000	2006	1990	2000	2006	1990–2006	2000–2006	1990–2006	2000–2006	1990	2000	2006	1990	2000	2006
Secteur industriel	(milliers)						(pourcentage)				(pourcentage)					
Secteur de la production de biens	3 086	3 163	3 298	663	659	688	0,3	0,7	0,1	0,7	27,4	25,5	23,6	36,1	27,8	27,5
Agriculture	132	124	139	307	248	207	0,2	1,9	-1,5	-2,9	1,2	1,0	1,0	16,7	10,4	8,3
Foresterie, pêche, mines, pétrole et gaz	258	229	274	46	47	56	0,2	3,1	0,8	3,0	2,3	1,8	2,0	2,5	2,0	2,2
Services publics	140	115	122	0	0	0	-0,5	1,0	0	0	1,2	0,9	0,9	0,0	0,0	0,0
Construction	590	536	737	226	274	333	0,9	5,5	1,5	3,3	5,2	4,3	5,3	12,3	11,6	13,3
Fabrication	1 966	2 159	2 026	85	90	92	0,1	-1,1	0,3	0,3	17,5	17,4	14,5	4,6	3,8	3,7
Secteur des services	8 164	9 228	10 688	1 173	1 715	1 810	1,0	2,5	1,7	0,9	72,6	74,5	76,4	63,9	72,2	72,5
Commerce	1 772	1 982	2 331	306	311	303	1,1	2,7	-0,04	-0,5	15,7	16,0	16,7	16,7	13,1	12,1
Transport et entreposage	565	633	666	81	139	136	0,6	0,8	2,0	-0,3	5,0	5,1	4,8	4,4	5,9	5,5
Finance, assurances, immobilier et location	764	730	863	92	128	178	0,5	2,8	2,6	5,6	6,8	5,9	6,2	5,0	5,4	7,1
Services professionnels, scientifiques et techniques	412	612	721	165	320	369	2,2	2,7	3,1	2,4	3,7	4,9	5,2	9,0	13,5	14,8
Gestion d'entreprises, services administratifs et autres services de soutien	251	381	539	65	156	152	3,0	6,0	3,3	-0,5	2,2	3,1	3,9	3,5	6,6	6,1
Services d'enseignement	823	929	1 109	21	45	50	1,2	3,0	3,4	1,6	7,3	7,5	7,9	1,1	1,9	2,0
Soins de santé et assistance sociale	1 154	1 319	1 570	130	195	215	1,2	3,0	2,0	1,6	10,3	10,6	11,2	7,1	8,2	8,6
Information, culture et loisirs	451	568	638	64	94	107	1,3	2,0	2,0	2,1	4,0	4,6	4,6	3,5	4,0	4,3
Hébergement et services de restauration	699	846	926	74	92	90	1,1	1,5	0,7	-0,5	6,2	6,8	6,6	4,0	3,9	3,6
Autres services	433	455	490	175	233	211	0,5	1,2	0,7	-1,7	3,9	3,7	3,5	9,5	9,8	8,4
Administrations publiques	840	773	837	0	0	0	0,0	1,4	0	0	7,5	6,2	6,0	0,0	0,0	0,0
Tous les secteurs industriels	11 250	12 391	13 986	1 837	2 374	2 498	0,8	2,0	1,2	0,9	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Source : Statistique Canada, *Enquête sur la population active*, 1990, 2000 et 2006.

Nota : 0,0 = valeur égale à 0; 0 = estimation inférieure à 1,5 pour le Canada.



FAITS nouveaux

Réduction du fardeau de la paperasserie

Comme il a été annoncé dans le budget de 2007, le gouvernement du Canada s'est engagé à réduire le fardeau de la paperasserie subi par les petites entreprises :

- en obligeant les principaux ministères et organismes fédéraux chargés de la réglementation à dresser, d'ici septembre 2007, un inventaire des exigences administratives et des obligations documentaires imposées aux entreprises;
- en allégeant de 20 % le fardeau de ces exigences et obligations d'ici novembre 2008.

Pour obtenir de l'information sur le budget de 2007, allez à www.budget.gc.ca/2007/index_f.html.

Pour obtenir de plus amples renseignements sur les efforts déployés par le gouvernement du Canada pour réduire le fardeau de la paperasserie ou sur l'*Enquête sur le coût de la*

conformité à la réglementation menée par Statistique Canada, rendez-vous à www.reduirepaperasserie.gc.ca.

Lecteurs du BTPE —

Nous voulons connaître votre opinion!

La Direction générale de la politique de la petite entreprise d'Industrie Canada est déterminée à offrir un produit de qualité aux lecteurs du *Bulletin trimestriel sur la petite entreprise*. Nous aimerions connaître votre opinion sur le contenu du bulletin et son utilité. Nous vous serions reconnaissants de prendre quelques minutes pour répondre à un court sondage en ligne à www.strategis.gc.ca/enquetebtpe.

The International Consortium on Entrepreneurship

L'International Consortium on Entrepreneurship (ICE) a récemment annoncé le lancement de son nouveau site Web, où l'on trouve de l'information sur ses projets ainsi que divers documents. L'ICE a pour vocation de produire des données objectives et uniformes sur l'entrepreneuriat dans les pays de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE). Il réunit actuellement neuf pays membres – dont le Canada – ainsi que des chercheurs universitaires de trois autres pays. Son site est appelé à devenir une formidable mine de renseignements variés permettant les comparaisons entre pays. Pour en apprendre davantage, rendez-vous à <http://ice.foranet.dk>.

Congrès annuel de l'Association des sciences administratives du Canada à Ottawa, du 2 au 5 juin 2007

Le Congrès 2007 de l'Association des sciences administratives du Canada (ASAC) se tiendra sous l'égide de l'École de gestion de l'Université d'Ottawa aux hôtels Marriott Ottawa et Crowne Plaza du 2 au 5 juin. Le thème de cette année sera « 50 ans de leadership en gestion ».

Pour en apprendre davantage sur l'ASAC et le Congrès de juin 2007, consultez le site Web de l'Association à www.asac.ca.

Bulletin trimestriel sur la petite entreprise Direction générale de la politique de la petite entreprise

Le *Bulletin trimestriel sur la petite entreprise* est publié par la Direction générale de la politique de la petite entreprise d'Industrie Canada. Cette publication facile à lire donne un aperçu de la performance récente du secteur de la petite entreprise au Canada.

Si vous souhaitez vous abonner, faites parvenir votre demande à l'adresse prg-sbpb@ic.gc.ca. Si vous avez des questions ou des commentaires concernant le contenu, veuillez en faire part à la rédactrice :

Laurie McDougall
Courriel : mcdougall.laurie@ic.gc.ca
Direction générale de la politique de la petite entreprise
Industrie Canada
235, rue Queen
Ottawa (Ontario) K1A 0H5
Téléphone : 613-954-3588
Télécopieur : 613-946-1035
Site Web : www.strategis.gc.ca/recherchepe

Autorisation de reproduction. À moins d'indication contraire, l'information contenue dans cette publication peut être reproduite, en tout ou en partie et par quelque moyen que ce soit, sans frais et sans autre permission d'Industrie Canada, pourvu qu'une diligence raisonnable soit exercée afin d'assurer l'exactitude de l'information reproduite, qu'Industrie Canada soit mentionné comme organisme source et que la reproduction ne soit présentée ni comme une version officielle ni comme une copie ayant été faite en collaboration avec Industrie Canada ou avec son consentement.

Pour obtenir l'autorisation de reproduire l'information contenue dans cette publication à des fins commerciales, faire parvenir un courriel à copyright.droitdauteur@communication.gc.ca.

N° de catalogue C12-18/9-1
ISSN 1205-9099
60235

